

Réunion organisée par le Ministère des Affaires Etrangères

Intervention de Gérard PAYEN au nom de l'AGHTM

L'AGHTM , bientôt ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement), réunit les professionnels et acteurs français de l'eau. Ses membres proviennent d'administrations, d'entreprises , d'ONG ou du monde de la recherche

L'AGHTM avait préparé Kyoto à travers les réunions mensuelles de son Comité International et soutenait les propositions françaises

Notre comité international s'est réuni la semaine dernière pour faire le bilan de Kyoto. Mon rapport a été distribué à la plupart d'entre vous (il est disponible sur www.aghtm.org/services/echanges/internationaux/accueil.asp)
Je voudrais vous faire part de nos principales conclusions

Le Forum Mondial de Kyoto

1. le Forum a été un lieu exceptionnel de rencontres et d'échanges.

Plusieurs sujets ont progressé. Ce troisième Forum a été plus « studieux » que celui de La Haye.

Une participation nombreuse avec beaucoup de pays en développement représentés.

La quasi-totalité des membres du Comité International de l'AGHTM y étaient présents

2. Une France apaisée emmenée par son Président.

Je voudrais exprimer ici une très grande satisfaction : à Kyoto, la France était présente ! Les plus hautes autorités françaises se sont exprimées avec des messages toniques et charpentés A l'opposé de ce que nous avons vécu pendant des années et dont le pire a été la conférence de Bonn en 2001, les Français n'étaient pas en ordre dispersé à Kyoto. Bien au contraire. A Kyoto, il y avait une « position française » soutenue par la totalité des français présents. La France a légitimement joué un rôle à Kyoto et n'a pas laissé comme auparavant la place libre à d'autres pays.

La francophonie a également eu sa place à Kyoto, bien plus qu'à La Haye.

Merci à tous ceux qui y ont contribué. Pour sa part, l'AGHTM est heureuse d'avoir été un facteur de rapprochement de points de vue différents et d'avoir ainsi facilité l'émergence d'une « position française »

3. Une déclaration ministérielle bien timide

Alors que 6 mois auparavant le Sommet de Johannesburg avait fixé les grands objectifs pour le développement dans le secteur de l'eau et que la communauté internationale de l'eau attendait des mesures concrètes, les gouvernements n'ont pas réussi à satisfaire cette attente. Les débats ont bien progressé en raison du caractère structurant des Objectifs du Millénaire, les gouvernements commencent à reconnaître du bout des lèvres le rôle central

des collectivités locales, ils ont « pris note » du rapport Camdessus mais aucun programme d'action n'est apparu.

Ont-ils vraiment la volonté de résoudre les enjeux de l'eau comme ils l'avaient annoncé ?

Kyoto aura été une occasion manquée. Quand sera la suivante ? Dans trois ans au quatrième Forum Mondial de l'Eau ? Ce sera bien tard , il n'y aura plus que 9 ans pour atteindre les objectifs !

4. Un Forum où tous les acteurs n'ont pas été entendus

Les acteurs principaux du Forum ont été les gouvernements et les départements des Nations Unies. Pourtant les principaux responsables de l'obtention des Objectifs du Millénaire sont les Collectivités Locales et leurs opérateurs, essentiellement publics. Certains ont pu témoigner individuellement mais leur voix ne se sont pas exprimées de façon collective au niveau du débat international.

5. Entrée en scène des professionnels

Pour la première fois, les professionnels se sont exprimés dans le débat international. Leur principale association, l'International Water Association, a organisé plusieurs séries de débats, a diffusé un excellent document et s'est exprimée devant les ministres.

L'IWA est représentée en France par l'AGHTM.

Le document « Solutions through innovations » est disponible à la rubrique services/échanges internationaux du site de l'AGHTM. Il formule des propositions concrètes dont par exemple celle d'un observatoire de l'eau qui est exactement la proposition française.

6. les PPP : un sujet mal géré

- le débat a été mal organisé : laissant beaucoup de place à ceux qui font le plus de bruit sans pour autant contribuer au développement de l'accès à l'eau il n'a permis aucun progrès. Il ne pouvait en être autrement en l'absence des praticiens du PPP, à savoir les collectivités locales et les opérateurs.
- Les gouvernements devaient entendre un compte-rendu des débats sur les PPP. Ils n'ont eu droit qu'à une déclaration individuelle partisane mais à aucun compte-rendu
- Le rapport WWDR des 23 agences des Nations Unies a été rédigé sans aucune concertation avec les praticiens.
- Malgré cela, les gouvernements ne se sont pas laissé impressionner. Ils ont maintenu le cap du Sommet de Johannesburg et adopté une ligne réaliste conforme à la position française

7. L'Observatoire : un sujet qui avance vite

Le projet d'observatoire a été beaucoup discuté, en particulier dans une session organisée par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie. Il correspond manifestement bien aux besoins. Un séminaire sera organisé les 19 et 20 mai prochains par IWA et EUREAU en association avec la Commission Européenne et avec des représentants des Nations Unies

Et maintenant

8. Mettre en œuvre le rapport Camdessus

La France est l'un des acteurs pour lesquels le rapport Camdessus formule des remises en cause.

Va-t-elle s'engager sérieusement ?

- pour son aide directe ?
- à travers les Institutions Internationales dont elle est actionnaire ?
- au niveau européen ? L'initiative européenne a besoin d' un accélérateur politique. Cela concerne les niveaux et les politiques d'aide, le projet d'observatoire, la Charte qui précise le rôle des collectivités locales, etc

9. Solidifier l'Equipe de France

Même s'il y a une embellie, nous ne fonctionnons pas encore ensemble de façon très efficace. Les Hollandais qui ont plusieurs longueurs d'avance ont encore progressé à Kyoto avec leur Netherland Water Partnership (*site nwp.nl*) qui regroupe de façon structurée tous leurs acteurs de l'eau.

- nous avons besoin d'une structure permanente eau dans l'administration centrale qui assure l'existence et la continuité d'une politique française à l'international.
- La concertation entre acteurs français doit se poursuivre bien qu'il n'y ait pas de rendez-vous à brève échéance.
- Améliorer l'influence française dans les organisations eau internationales

10. Favoriser l'expression des acteurs de terrain

Jusqu'ici les textes internationaux d'inspiration anglo-saxonne avaient tendance à ne parler que des « governments » sans distinguer ni les deux niveaux d'administration ni les opérateurs. La charte française est beaucoup plus concrète.

Nous formulons le vœu que la France favorise l'expression et la considération de tous les acteurs de terrain dans les débats internationaux. Ce sera essentiel pour la réussite de la prochaine rencontre de la communauté internationale de l'eau.

11. Utiliser le G8 d'Evian pour avancer

A Evian, les pays riches pourront s'engager sur les propositions Camdessus qui les concernent comme, par exemple :

- niveaux d'APD pour le secteur de l'eau
- réorientation de l'APD pour servir de catalyseur
- orientation des IFIs vers des contributions mesurables aux objectifs du Millénaire

Comment impliquer davantage les gouvernements des pays en développement ? Ils détiennent la principale clef : celle de politiques nationales volontaristes qui aident les collectivités locales sans se décharger sur elles. Vont-ils s'y engager conformément aux annonces de Johannesburg ?

La France peut certainement avoir un rôle diplomatique important pour les en convaincre.

Une autre action très significative serait d'aider l'Union européenne à bâtir avec les Nations Unies un Observatoire performant qui servirait d'aiguillon pour tous les acteurs.

Merci